



Taux actuels de **d'émaciation** : 4.4% **retard de croissance** : 42.3% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale** : 15.6%

Source : Gouvernement mozambicain (IOF, 2015)

Bons résultats

- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- Mozambique : dans ce pays, la loi accorde aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Ces droits sont respectés dans la pratique afin de réduire la vulnérabilité des femmes à la faim et à la malnutrition.
- Mozambique : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Proposta do plano quinquenal do governo) accorde une grande importance à la nutrition.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (3.1% des dépenses publiques en 2019) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Mozambique : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (4.7% des dépenses publiques en 2017) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Mozambique : dans ce pays, la loi accorde aux femmes les mêmes droits d'accès aux terres agricoles qu'aux hommes. Cependant, cette loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Mozambique : ce pays ne dispose pas de ligne budgétaire distincte pour la nutrition ; cela rend impossible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- Mozambique : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2011.
- Mozambique : l'État ne promeut pas les pratiques d'alimentation complémentaire et n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 64% des enfants en 2018.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (29.4% en 2017) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Mozambique : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est médiocre.
- Mozambique : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.

**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)****Dépenses publiques**

	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	3.1%	2019	27e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	4.7%	2017	33e ex aequo

Politiques

Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Moyen	2019	17e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Bon	2019	12e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	55%	2015	32e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2018	25e ex aequo

Lois

Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Moyen	2017	8e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	3e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Dans la loi et dans la pratique	2019	1er ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Non	2012	26e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la l'agri. (énoncés dans la Déclaration de Maputo de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**Dépenses publiques**

	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Non	2019	39e ex aequo

Politiques

Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	64%	2018	23e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Non	2013	42e ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	70.7%	2017	36e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	29.4%	2017	29e
Visites médicales pour les femmes enceintes	87.2%	2015	32e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Grande	2015-2019	13e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Non	2011	37e ex aequo

Lois

Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Pleinement consacré	2019	1er ex aequo
--	---------------------	------	--------------

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel